

## "Et maintenant ne faire qu'un" dans Le Peuple (24 juin 1971)

**Légende:** Le 24 juin 1971, après le succès des négociations d'adhésion britannique, le quotidien socialiste belge Le Peuple s'interroge sur le futur visage de l'Europe élargie.

**Source:** Le Peuple. 24.06.1971. Bruxelles: Le Peuple. "Et maintenant ne faire qu'un", auteur:J.C-D , p. 1.

**Copyright:** (c) Le Peuple

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/et\\_maintenant\\_ne\\_faire\\_qu\\_un\\_dans\\_le\\_peuple\\_24\\_juin\\_1971-fr-f2d3f644-5563-4e4d-bf51-090e451ed144.html](http://www.cvce.eu/obj/et_maintenant_ne_faire_qu_un_dans_le_peuple_24_juin_1971-fr-f2d3f644-5563-4e4d-bf51-090e451ed144.html)

**Date de dernière mise à jour:** 13/09/2013

## Et maintenant ne faire qu'un

Cela s'est donc terminé à l'aube, dans la meilleure tradition des grandes négociations à l'Européenne, avec le bonheur que l'on sait, grâce à un juste compromis. Le « feu vert » est donné à l'élargissement du Marché commun. Sauf, un dernier incident de parcours, somme toute peu plausible et en tout cas, vraiment peu souhaitable, l'Europe a pris hier du poids et de l'étoffe, passant de celle un rien à l'étroit des Six à celle plus corpulente des Dix.

Journée historique donc — qui ne l'aura déjà souligné à gros traits ? —, mais journée que l'on aura attendu dix ans, à quelques semaines près, puisque M. McMillan avait entamé la première campagne européenne de la Grande-Bretagne en août 1961.

Aura-ce été dix années de perdues ? Bien malin qui le dirait, et, si elles le furent, plus malin encore qui déterminerait avec exactitude les responsabilités.

Les Français eurent certainement de grands torts, et le désavantage de clamer leur désaccord à trop grands cris. Les foudres du général de Gaulle sont encore si présentes dans les consciences que M. Maurice Schumann s'est cru obligé, en quelque sorte de présenter des excuses, à titre posthume, au père disparu de la Cinquième république.

Mais les Anglais aussi commirent des erreurs, à commencer par celle, parfois fatale, de rater le départ, lorsque fut signé le traité de Rome, ou celle de s'obstiner, dans le chef de plusieurs, à couvrir de vieilles chimères victoriennes.

Enfin, et c'est M. Mansholt, qui, croyons-nous, eut l'audace de le proclamer à haute voix un jour, bien des gouvernements guère plus « européens » que d'autres surent abriter derrière le paravent gaullien leurs propres velléités. Ils n'auront aujourd'hui vraiment plus d'excuses.

Il faut croire pourtant que l'Europe doit se faire, contre vents et marées, puisque, pas à pas, on la voit qui naît, prend forme, grandit et se développe, en dépit des errements, des querelles et des constantes oppositions d'intérêts.

L'étape franchie à Luxembourg, si importante soit-elle, n'a fait toutefois que nous rapprocher du but véritable : la formation d'une fédération (ou confédération) d'Europe où l'union politique se conjuguerait harmonieusement avec l'union économique et monétaire. Ce but-là est loin encore.

Même en ce qui touche l'élargissement et l'entrée de la Grande-Bretagne, des batailles doivent, on le sait, encore être livrées, et d'abord celle, politique, que M. Heath engagera chez lui, à la rentrée d'automne. Car, s'il fait peu de doute qu'il puisse réunir une majorité parlementaire, avec cette facilité de pouvoir présenter — last but not least — des résultats concrets, il lui siérait, très certainement que celle-ci fut plus confortable que celle qui s'est dessinée, lors de certains sondages. Plus encore, M. Heath devra fermement s'employer à convaincre une opinion publique très réticente, peut-être, parce que mal informée, mais plus sûrement parce que craintive de voir renchérir le coût de la vie.

Danois et Norvégiens devront aller plus loin encore, pour rallier leurs mandants à la cause européenne, puisque les uns et les autres vont très probablement soumettre à référendum l'option européenne. Rien ne dit de ce côté, que les électeurs ratifieront. Logiquement, les deux pays devraient suivre le Royaume-Uni dans la grande aventure, mais tout aussi logiquement, l'un et l'autre doivent ressentir vivement ce que nous nommerions la tentation scandinave, à la suite du refus péremptoire de la Suède d'adhérer à une communauté qui mettrait en danger sa sacro-sainte neutralité.

La balle est dans l'autre camp désormais, mais on n'est point absolument sûr que chacun saura la saisir au rebond.

En admettant que toutes ces questions soient réglées et que l'Europe des Dix se mette en mouvement à la

date prévue, il s'agira aussi et surtout de savoir dans quelle mesure l'élargissement puisse freiner « l'approfondissement », ou au contraire l'accélérer, et si cette Europe-là saura se distinguer suffisamment du puissant partenaire américain.

Bref, va-t-on vers une Europe solide, intégrée, unie ou vers cette Europe des désunions, qui risque de se rompre au moindre orage monétaire ? On peut espérer que la force des choses — la « logique européenne » — qui, déjà a plus ou moins soudé les Six, mènera, tôt ou tard, les Dix, par un mouvement centrifuge, à ne plus faire qu'un. Cela n'est pas incompatible, dans la vie en communauté, avec le respect de la personnalité de tous.

J.-C. D.